



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DEAL Guadeloupe
UT DEAL SBSM**

ACCORD-CADRE N° 2025-DEAL971-UTSBSM-01 APPEL D'OFFRES OUVERT

La procédure est passée en application des dispositions du Code de la Commande Publique.

Marché sur appel d'offres ouvert, passé en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 du Code de la commande publique.

La technique d'achat retenue en application des dispositions du Code de la Commande Publique :
Accord-cadre à bons de commande : Articles L.2125-1, R.2162-1, R.2162-13 et R.2162-14.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)

**MISE A JOUR DE L'ALEA INONDATION DANS LE CADRE DU PLAN DE
PREVENTION DES RISQUES NATURELS ET DU PROGRAMME
D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DE LA
COLLECTIVITE D'OUTRE-MER DE SAINT-MARTIN**

Table des matières

Partie Administrative	4
Article 1 Identification du Pouvoir Adjudicateur	4
Article 2 Objet et étendue de l'accord-cadre	4
2.1 Objet de du marché	4
2.2 Mode de passation	4
2.3 Forme et étendue du marché	4
2.4 Allotissement	5
2.5 Nomenclature communautaire	5
2.6 Variantes	5
2.7 Nuts	5
2.8 Durée de l'accord-cadre	5
2.9 Lieux d'exécution.....	6
2.10 La sous-traitance	6
2.11 Modalités de modification du marché en cours d'exécution.....	6
2.12 Référent suivi d'exécution du marché.....	6
Article 3 Pièces constitutives du marché	7
Article 4 Prix.....	7
4.1 Forme et contenu des prix	7
4.2 Prix définitifs.....	8
4.4 Avance	8
4.5 Acomptes	8
Article 5 Modalités régissant les bons de commande	8
5.1 Contenu des bons de commandes.....	8
5.2 Traçabilité du bon de commande	9
5.3 Modification / Annulation d'un bon de commande.....	9
Article 6 Opérations de vérifications.....	9
6.1 Opérations de vérifications et admissions	9
6.2 Garantie(s).....	10
Article 7 Obligations générales et suivi du marché	10
7.1 Obligation du titulaire	10
7.2 Pièces et attestations à fournir	11
7.3 Confidentialité – Protection des données personnelles - régimes des droits de propriété intellectuelle et sécurité	12
7.4 Suivi du marché.....	13
Article 8 Modification du marché public	14
8.1 Clause de réexamen et modifications prévues (Article R 2194-1 du CCP)	14
8.2 Modification de références en cours de marché	15
8.3 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires (Article R 2194-2 du CCP)	15
8.4 Changement de dénomination sociale du Titulaire	15
8.5 Fusion - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	15
Article 9 Modalités de facturation et de paiement.....	16

9.1 Facturation.....	16
9.2 Délais de paiement	18
9.3 Retard de paiement et intérêts moratoires	18
Article 10 Nantissement des créances.....	19
Article 11 Assurance.....	19
Article 12 Prestations similaires.....	19
Article 13 Pénalités et résiliation	19
13.1 Pénalités	19
13.2 Résiliation.....	21
Article 14 Clause ou stipulation réputée non écrite	22
Article 15 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	22
Article 16 Litiges et règlement des différends entre les parties.....	23
16.1 Litiges.....	23
16.2 Règlement des différends entre les parties	23
Article 17 Dérogations CCAG-PI.....	23
Article 18 Evaluation de la prestation	23
Partie technique.....	24
Article 19 Contexte	24
Article 20 Enjeux et lignes directrices du projet	25
19.1 Objets et périmètre de l'étude	25
19.2 Maîtrise d'ouvrage	28
Article 21 Prestations attendues et modalités d'organisation de la mission.....	28
20.1 Confidentialité et droit de la propriété	28
20.2 Composition et compétences de l'équipe du titulaire	28
20.3 Description de la mission et livrables	28
20.4 Pilotage et calendrier du projet.....	38

Partie Administrative

Article 1 Identification du Pouvoir Adjudicateur

Désignation du pouvoir adjudicateur :

L'État

MTE CT

Représenté par le Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe

DEAL Guadeloupe

UT DEAL SBSM

23 rue de Spring Concordia

97150 Saint-Martin

Tél : +590 590 29 09 22

Signataire du marché public

Le Préfet de la région Guadeloupe est le pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre.

Article 2 - Objet et étendue de l'accord-cadre

2.1 Objet de du marché

La consultation a pour objet la « **mise à jour de l'aléa inondation dans le cadre du plan de prévention des risques naturels et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin** ».

Les prestations seront réalisées à partir d'expertises, de modélisations hydrauliques et hydrologiques détaillées.

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans la partie clauses techniques cahier des clauses particulières (ci-après CCP).

Le marché est un marché de prestations intellectuelles.

2.2 Mode de passation

Le marché est passé selon **la procédure de l'appel d'offres ouvert**, passé en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 du Code de la commande publique.

2.3 Forme et étendue du marché

2.3.1 Forme de la consultation

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix unitaire

Les prix unitaires s'exécuteront par émissions de bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique pour les prestations prévues dans le bordereau de prix unitaires sous forme d'unités d'œuvres (UO).

L'émission de bons de commande s'effectue en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 200 000 euros HT sur la durée du marché.

2.3.2 Étendue de la consultation

L'accord-cadre issu de la présente consultation est conclu par le pouvoir adjudicateur représenté par la DEAL de Guadeloupe, l'Unité Territoriale de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin (UT DEAL SBSM).

2.4 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Justification du non allotissement.

En application de l'article L.2113-1, il est établi que le non allotissement est motivé par le fait que la dévolution en lots séparés des prestations associées au présent marché est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.5 Nomenclature communautaire

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification	Libellé
79311000	Services d'études

2.6 Variantes

Les variantes **ne sont pas autorisées**.

2.7 Nuts

Le code NUTS est FR

2.8 Durée de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 12 mois.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord cadre peuvent s'exécuter trois mois après la date limite de celui-ci.

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier de plein droit, sans indemnités et à tout moment le marché en cas de manquement aux obligations légales et réglementaires et notamment celles prévues au cahier des charges et annexes.

2.9 Lieux d'exécution

Les prestations objet du marché sont exécutées à Saint-Martin.

2.10 La sous-traitance

L'attributaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation de ce marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant est sous la responsabilité du titulaire pour la partie des prestations de son marché, dans les conditions fixées par celui-ci.

La sous-traitance totale est interdite.

La déclaration de sous-traitance intervient :

- soit au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- soit en cours d'exécution du marché.

Un acte spécial de sous-traitance (DC4) doit être présenté par le titulaire dans les deux cas.

2.11 Modalités de modification du marché en cours d'exécution

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au présent CCP, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par la réalisation d'avenants.

2.12 Référent suivi d'exécution du marché

2.12.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur désigne à la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

- S'agissant du suivi administratif, il est opéré par l'UT DEAL SBSM joignable à l'adresse suivante : karim.miksa@developpement-durable.gouv.fr (Il concerne notamment, la phase de notification du marché, les éventuels avenants ou changement de RIB etc)

- Le suivi opérationnel et technique est effectué par une personne membre du comité de pilotage qui sera désignée à la notification du marché.

2.12.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne à la notification de l'accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

La ou les personnes désignées pour notamment :

- le suivi des prestations ;
- le suivi opérationnel ;
- l'organisation et le pilotage de réunion(s) ;
- le suivi de la facturation ;
- le conseil en vue de l'optimisation des prestations commandées

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Le cas échéant le titulaire s'engage à prévenir le pouvoir adjudicateur.

Concernant les collaborateurs désignés par le titulaire pour réaliser les prestations, le suivi opérationnel et le pilotage de réunions, si les personnes initialement désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer un remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes et assurer sa formation.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI susvisé, tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 13 du présent document.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans le délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP pourront être appliquées.

Article 3 Pièces constitutives du marché

Par dérogations à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché public est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
 - **Le cahier des clauses particulières (CCP) valant CCAP et CCTP et ses annexes :**
 - CCP annexe 1 RGPD, annexe 2 arrêté du 5 juillet 2019 et annexe 3 addenda
 - **L'offre technique du Titulaire (cadre de réponse technique (CRT), son mémoire technique ou tout autre éléments technique) :**
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

B) Pièce générale :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) du 30 mars 2021, publié le 1^{er} avril 2021. Ce document, d'ordre général et les décrets s'y rapportant ne sont pas joints au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Article 4 Prix

4.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaires ou forfaitaire répartis selon les différentes prestations listées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Les prix proposés par le titulaire dans son offre financière sont réputés également comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
- Tous les frais afférents à l'exécution du service objet du présent marché (tels que, notamment, le transport, les assurances etc.) ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris.

4.2 Prix définitifs

Les prix sont fermes par application de l'article R 2112-9 du Code de la Commande Publique.

4.4 Avance

Pour chaque bon de commande ayant un montant supérieur à 50 000 € HT et un délai d'exécution supérieur à 2 mois, l'avance est accordée au titulaire sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique. Son taux est fixé à 30 % dans les cas suivants :

Le Titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises ;

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'effectue lors de la facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

4.5 Acomptes

Sans objet.

Article 5 Modalités régissant les bons de commande

5.1 Contenu des bons de commandes

Le bon de commande est émis par le système d'information comptable du bénéficiaire (Chorus pour l'État).

Il en résulte que chaque bon de commande précise :

- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande (numéro Chorus pour l'État) ;
- le nom de la direction ou du service à l'origine de la commande ;
- le nom de l'agent passant commande ;

- le nom du service concerné par la prestation ;
- la nature de la prestation ;
- l'adresse de la prestation ;
- le prix unitaire H.T. figurant dans BPU ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant total TTC de la commande ;
- l'adresse de facturation et l'indication du code service exécutant.

La Collectivité d'outre-mer de Saint-Martin est dotée de l'autonomie fiscale donc exonérée de TVA. Le Code général des impôts de la Collectivité de Saint-Martin prévoit que sont soumises à la taxe générale sur le chiffre d'affaires (TGCA) les livraisons de biens corporels et les prestations de services à titre onéreux à Saint-Martin par un assujetti agissant en tant que tel. Le taux de la TGCA est de 4%.

5.2 Traçabilité du bon de commande

Le titulaire accuse réception par voie électronique du bon de commande et doit communiquer au service émetteur du bénéficiaire :

- la date de réception du bon de commande,
- le numéro d'enregistrement interne au titulaire du bon de commande,
- le nom et le n° de téléphone de la personne chargée de suivre le bon de commande,
- à titre indicatif, la date de la prestation au moment de l'enregistrement de la commande par le titulaire,
- et toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès de l'UT DEAL SBSM exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans le délai contractuel prévu pour l'exécution du bon de commande.

5.3 Modification / Annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du service bénéficiaire, totalement ou partiellement, selon les modalités décrites pour la traçabilité du bon de commande, dans les conditions suivantes :

- Un bon de commande peut être annulé ou modifié sans frais par le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 7 jours calendaires maximum à compter de l'émission du bon de commande.
- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Article 6 Opérations de vérifications

6.1 Opérations de vérifications et admissions

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées au sein des services prescripteurs bénéficiant du marché par une personne dûment habilitée dans les conditions prévues au CCAG c'est à dire selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause. Si les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché public, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de respecter ses engagements.

6.2 Garantie(s)

Sans objet.

Article 7 Obligations générales et suivi du marché

7.1 Obligation du titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- Répondre à toute demande effectuée par bons de commande,
- Respecter les législations et règlements en vigueur dans le domaine dans lequel s'inscrivent les prestations à réaliser,
- D'une manière générale, observer les règles professionnelles applicables au domaine d'exercice qu'il doit mettre en œuvre pour réaliser ses engagements,
- Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil, d'information et d'alerte de l'acheteur relative aux prestations fournies, notamment en cas de dysfonctionnements constatés dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;

- à ses coordonnées bancaires ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'UT DEAL SBSM ou le service bénéficiaire lui ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;

- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;

L'UT DEAL SBSM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'UT DEAL SBSM.

7.2 Pièces et attestations à fournir

7.2.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 13.2.3 « résiliation pour faute du titulaire » du présent CCP.

7.2.2 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'UT DEAL SBSM, enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux (2) mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux (2) mois, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

7.2.3 Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au bénéficiaire, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 et affectés à la réalisation des prestations.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Conformément à l'article D 8254-4 du code du travail, cette liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse pendant 2 jours, le bon de commande est annulé. Le manquement répété au présent article de la part du titulaire peut conduire à la résiliation du marché.

7.2.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs (hors France)

Tout titulaire qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

À cet effet, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse au bénéficiaire, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, le bénéficiaire vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

7.3 Confidentialité – Protection des données personnelles - régimes des droits de propriété intellectuelle et sécurité

7.3.1 Confidentialité

Le titulaire reste tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de ses prestations.

Le titulaire s'engage à cet égard, à obliger son personnel à la plus grande discrétion dans le cadre des prestations qu'il effectuera.

La configuration et contenu des locaux, les accès aux locaux, les clés badge ou moyens techniques permettant d'accéder aux locaux, les personnes rencontrées dans les locaux, présentent un caractère confidentiel mettant à la charge du titulaire les obligations de l'article 5 du CCAG-PI.

Toutes les informations et tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Cette obligation de confidentialité se poursuivra après l'expiration du présent marché sans limitation de durée.

7.3.2 Protection des données personnelles

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Description du traitement faisant l'objet de l'accord-cadre (Voir annexe 1 « RGPD » du présent CCP)

7.3.3 Droit de la propriété intellectuelle et régime des résultats

Par application de l'article 35.1.1 du CCAG-PI, le titulaire accorde au pouvoir adjudicateur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats du marché et ce, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au marché.

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

7.3.4 Mesures de sécurité et accès aux locaux

Le personnel du Titulaire, ses collaborateurs et sous – traitants ont accès aux locaux des services de l'État qui sont bénéficiaires du marché, sur demande de leur part à des fins utiles (réunions, etc.) et sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent sur simple demande pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés.

Les services de l'État bénéficiant du marché, représentés par le pouvoir adjudicateur se réservent le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des mesures de sécurité précitées dans le présent article.

7.4 Suivi du marché

Démarrage et/ou suivi opérationnel du marché

Une réunion de démarrage du marché est prévue au cours de laquelle, le titulaire, le service achats et les prescripteurs référents échangent sur les modalités opérationnelles d'exécution du marché. (Voir article 20 du présent CCP).

À l'issue de la réunion, le titulaire soumet à l'Administration un projet de compte-rendu rédigé en français dans un format électronique modifiable pour relecture, remarques et acceptation dans les cinq (5) jours ouvrés.

Au maximum trois (3) jours ouvrés après le retour pouvoir adjudicateur, le titulaire transmet un compte-rendu validé au format PDF ou équivalent prenant en compte les remarques à l'Administration.

Suivi technique et non-conformité

Toute non-conformité observée dans l'exécution du marché par le pouvoir adjudicateur ou son représentant donne lieu à un signalement au Titulaire par l'UT DEAL SBSM.

Le titulaire est tenu de répondre pendant toute la durée du marché aux signalements de non-conformité. Sauf stipulations contraires ou envoi en LRAR, un délai de réponse maximum de 10 jours est admis. La réponse est adressée à l'acheteur référent.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, ou en cas de non-réponse et/ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution est envoyée au Titulaire. Le courrier de mise en demeure spécifie le risque de résiliation encouru et invite le titulaire à présenter ses observations. À l'issue de ce délai et en cas de mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Article 8 Modification du marché public

8.1 Clause de réexamen et modifications prévues (Article R 2194-1 du CCP)

Par application de l'article R 2194-1, une procédure de réexamen du présent marché peut être menée à tout moment dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant le retrait ou l'adjonction de nouvelles prestations au marché ;
- par application de l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

L'initiative de cette procédure peut venir du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire (sur demande justifiée). Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs entre les prestations modifiées/ajoutées et les prestations présentées à l'accord-cadre,
- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées ;
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe financière

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

8.2 Modification de références en cours de marché

Sans objet.

8.3 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires (Article R 2194-2 du CCP)

Le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Il est précisé que ces modifications ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence. L'initiative de cette démarche sera dûment justifiée et doit être approuvée par les deux parties. L'accord de volonté est matérialisé par la signature d'un avenant.

Le montant de la modification prévue à l'article R. 2194-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du marché initial.

8.4 Changement de dénomination sociale du Titulaire

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires (RIB) ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse à l'UT DEAL SBSM dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis et une lettre explicative mentionnant ce changement à l'adresse suivante : **karim.miksa@developpement-durable.gouv.fr**.

8.5 Fusion - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale et avant tout transfert, le Titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le Titulaire adresse à l'UT DEAL SBSM dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant les justificatives associées à ce changement à l'adresse suivante : **karim.miksa@developpement-durable.gouv.fr**.

Article 9 Modalités de facturation et de paiement

9.1 Facturation

9.1.1 Prérequis à la facturation de la prestation

Le « service fait » est requis pour le déclenchement de la facturation.

Le « service fait » signifie que la prestation objet du marché ou du bon de commande a été effectivement réalisée.

L'ordonnateur des paiements est : Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe.

Le comptable assignataire des paiements ; Monsieur le Directeur Régional des Finances Publics à BASSE TERRE.

9.1.2 Mentions devant apparaître sur les factures dues à la prestation réalisée

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément aux dispositions de l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Aussi, les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- ☐ le code du service exécutant ;
- ☐ le numéro du marché ;
- ☐ le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement, le cas échéant ;
- ☐ la date de la facture ;
- ☐ la référence du marché ;

- ☐ le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- ☐ le nom et adresse du créancier ;
- ☐ le numéro de son compte bancaire ou postal à créditer ;
- ☐ la nature et description de la prestation réalisée ;
- ☐ le montant hors T.V.A de la prestation réalisée ;
- ☐ le taux et le montant de la T.V.A ;
- ☐ le montant total TTC de la prestation réalisée ;
- ☐ la date d'établissement de la facture.

Les factures relatives aux prestations réalisées sont transmises au service en charge de la facture désigné sur le bon de commande et reprennent de façon détaillée les prestations. Le détail peut faire l'objet d'un fichier distinct de la facture tout en l'accompagnant.

Les factures sont établies par bon de commande. Il ne pourra pas y avoir plus d'un bon de commande par facture.

9.1.3 Périodicité de l'émission des factures produites en raison des prestations réalisées

Les prestations sur BPU sont facturées au fur et à mesure de l'envoi et de l'exécution des bons de commande afférents.

Concernant les bons de commandes, la facturation est réalisée lorsque la prestation a été effectuée après vérification et admission. Elle mentionne le numéro du bon de commande.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale du bon de commande, est déduit, le cas échéant, le montant des avances et des acomptes versés.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent marché, le bénéficiaire se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la commande.

9.1.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

9.1.5 Envoi des factures à partir d'un système tiers

L'envoi des factures à partir d'un système tiers peut se faire :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble

des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

9.1.6 Utiliser le portail Chorus Pro

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- ☐ déposer ses factures sur le portail ;
- ☐ saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>
et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, depuis le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1er janvier 2020 (pour les microentreprises).

9.2 Délais de paiement

Conformément à la réglementation applicable en matière de lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement du marché intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante (50) mille euros et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le paiement des acomptes et factures dues à la réalisation définitive de la prestation doit intervenir dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission des prestations si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué sur demande de versement d'acomptes ou émission de factures dues à la réalisation de la prestation par le titulaire et, le cas échéant après attestation du service fait par le bénéficiaire.

Le paiement est effectué en euros par virement au compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur, chargé d'émettre le titre de paiement est identifié sur le bon de commande.

9.3 Retard de paiement et intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Article 10 Nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

Article 11 Assurance

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire et les éventuels sous-traitants s'engagent à souscrire, toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies solvables, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, et des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses agents, et renonce à tout recours envers le pouvoir adjudicateur.

L'assurance couvre tant sa responsabilité civile, que sa responsabilité de dommages aux biens et à l'environnement, par des polices appropriées. Cette assurance couvre tous les risques de responsabilité civile inhérents à son activité professionnelle.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire et les éventuels sous-traitants doivent être en mesure de produire une attestation, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les polices d'assurances doivent mentionner le montant couvert par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels causés par le titulaire. Toutes les franchises stipulées dans les polices d'assurance sont à la charge du titulaire.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le pouvoir adjudicateur, se réserve le droit soit

- De résilier le présent marché de plein droit et sans indemnité,
- De mettre en place des garanties appropriées au nom du titulaire, le montant de ces primes restant à la charge du titulaire du marché.

Pour justifier de l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2-1° du CCAG PI, le titulaire et les éventuels sous-traitants doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance.

Article 12 Prestations similaires

Conformément à l'article R 2122-7 l'UT DEAL SBSM se réserve le choix de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché passé après mise en concurrence.

Article 13 Pénalités et résiliation

13.1 Pénalités

Le titulaire devra respecter les prestations pour lesquelles il s'est engagé.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, elles sont notifiées par le l'UT DEAL SBSM au titulaire du marché avec accusé de réception.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire ou d'appliquer des réfections.

Les pénalités sont précomptées sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Lorsque le titulaire ne respectera pas les prestations contractuelles, l'acheteur l'invitera, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours sur les négligences constatées.

À défaut de réponse du titulaire dans le délai de quinze jours ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent selon les dispositions ci-après qui dérogent à l'article 14 du CCAG-PI :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucunes pénalités.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Manquement constaté	Montant de la pénalité
En cas d'absence aux réunions planifiées et pour lesquelles le chef de projet ou son remplaçant est convié (article 20 du présent CCP)	le titulaire encourt une pénalité de 150 euros HT par absence.
En cas de non-respect de la clause de confidentialité (article 7.3.1 et 20.1 du présent CCP)	le titulaire encourt une pénalité de 3000 euros HT pour non-respect des obligations de confidentialité prévues aux articles 7.3.1 du présent CCP
En cas de retard dans la transmission des rapports et supports de présentation	Le titulaire encourt une pénalité de 150 euros HT par jour en cas de retard dans la transmission des éléments définis à l'article 20.3 du présent CCP

En cas d'absence de remplacement ou de non-respect de la clause de remplacement des collaborateurs désignés pour réaliser les prestations (article 2.12.2 du présent CCP)	<p>Le titulaire encourt une pénalité de 300 euros HT en cas de non remplacement ou si le remplacement proposé a fait l'objet d'un refus de la part du pouvoir adjudicateur.</p> <p>De même, dans l'hypothèse d'un remplacement unilatéral des agents nommément désignés en début de marché, intervenu sans en avoir avisé le pouvoir adjudicateur au préalable et au moins 5 jours calendaires avant le remplacement effectif ; le titulaire encourt une pénalité de 1000 euros HT</p>
---	--

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant annuel HT du marché, ou du bon de commande.

Si le montant des pénalités excède 10 % du montant annuel HT du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 13.2.3 du présent marché.

13.2 Résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire pour des événements liés au marché (1) soit pour faute du titulaire (2) soit dans le cas des circonstances particulières (3). Le Pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général (4).

13.2.1 Résiliation à la demande du titulaire pour événements liés au marché

❖ Difficulté d'exécution du marché :

Si le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations associées au présent marché, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Pouvoir Adjudicateur résilie le marché.

❖ Ordre de service tardif :

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3 du CCAG, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

13.2.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché

❖ Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

❖ Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

-En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'[article L. 622-13 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

-En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'[article L. 641-11-1 du code de commerce](#), ce dernier indique qu'il ne peut pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

❖ Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

13.2.3 Résiliation pour faute du titulaire

- En cas de non-respect des clauses contractuelles ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, l'UT DEAL SBSM pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-PI.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, le pouvoir Adjudicateur peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII dit « Résiliation » du Cahier des Clauses Administratives Générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

13.2.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation.

13.2.5 Autres motifs de résiliation

Le marché sera résilié sans indemnité et sans mise en demeure préalable aux torts du Titulaire :

- si titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG, ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- si Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- si Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- si Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché (notamment les renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique) s'avèrent inexacts.

Article 14 Clause ou stipulation réputée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, cependant que les autres stipulations de l'accord-cadre conservent toute leur force et leur portée.

Article 15 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Le titulaire étranger doit se soumettre aux dispositions françaises et européennes.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 16 Litiges et règlement des différends entre les parties

16.1 Litiges

Au regard du principe de continuité du service public, il est spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

16.2 Règlement des différends entre les parties

En cas de litige résultant de l'exécution de l'accord-cadre, la loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses de l'accord-cadre est le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 17 Dérogations CCAG-PI

Clauses	Articles du CCP qui dérogent aux CCAG/PI	Articles des CCAG/PI concernés
Pièces particulières	Article 3	Article 4.1
Pénalités	Article 13.1	Article 14-1-3
Résiliation pour motif d'intérêt général	Article 13.2.4	Article 40

Partie technique

Article 18 Contexte

A Saint-Martin, le statut spécifique de Collectivité d'Outre-Mer permet l'exercice des compétences habituellement dévolues aux communes et aux départements et régions. Ainsi, le «Président de la Collectivité» se substitue au «Maire» au regard des textes de lois applicables.

Au travers le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRN) réalisé en 2011, l'aléa inondation par débordement (ravines et étangs) est cartographié à l'échelle du territoire de Saint-Martin (côté français). Pour autant, ce document se base sur des données anciennes (début des études en 2002), et une méthodologie qui ne permet pas de cartographier précisément l'aléa. La cartographie de l'aléa inondation, au travers de ce document, est ancienne et ne prend pas en compte les outils récents tels que le Litto 3D ou encore les effets du changement climatique (montée du niveau de la mer) et des pressions anthropiques (artificialisation du sol, etc.).

Suite au passage de l'ouragan Irma en septembre 2017, la Préfecture de Saint-Barthélemy et Saint-Martin et l'Unité Territoriale de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin (UT DEAL SBSM) ont entamé la révision de l'aléa cyclonique du PPRN. L'approbation définitive du PPRN 2021 révisé pour l'aléa cyclonique par arrêté préfectoral a eu lieu le 3 novembre 2021.

En parallèle, après plusieurs années d'études et de rédaction du dossier d'agrément, la Collectivité de Saint-Martin s'est engagée dans l'élaboration d'un Programme d'Études Préalables au Programme d'Actions de Prévention des Inondations, par une lettre d'intention du 13 décembre 2022, adressée au Préfet. Cette première phase est initiée dans un objectif de gestion globale et équilibrée du risque inondation, pensée à l'échelle du territoire, bassin de risque cohérent au regard de l'aléa, et intégrée aux politiques de gestion de l'eau et de l'urbanisme. Le diagnostic initial du territoire a mis en évidence plusieurs éléments qui permettent d'initier les éléments d'une stratégie de gestion des inondations.

L'Axe 1 du Programme d'Études Préalables correspond à l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque. **Parmi cet axe, l'action 1.5 du Programme d'Études Préalables (PEP) demande d'Améliorer la connaissance de l'aléa sur le risque d'inondation par débordement des étangs et des ravines à l'échelle du territoire.**

Cette action a pour objectif d'actualiser la carte d'aléa pour le phénomène d'inondation par débordement de ravines et d'étangs à l'échelle du territoire de Saint-Martin. Elle prendra en compte les nouvelles connaissances acquises récemment suite aux derniers événements et les modélisations actuelles du territoire.

Cette carte sera portée à connaissance de la collectivité de Saint-Martin et permettra notamment d'actualiser le diagnostic du futur PAPI. En parallèle, elle permettra également la révision du PPRN multirisques à prescrire à moyen terme.

Article 19 Enjeux et lignes directrices du projet

19.1 Objets et périmètre de l'étude

a) Objet

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) a pour objet la « **mise à jour de l'aléa inondation dans le cadre du plan de prévention des risques naturels et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin** ». Pour s'inscrire dans la mise à jour de la carte d'aléa inondation issues du PPRN multirisques de 2011, il est prévu de cartographier l'aléa inondation à partir d'expertises de terrain, d'études hydrogéomorphologiques et de modélisations hydrauliques détaillées du territoire de Saint-Martin (partie Française).

Le Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) de Saint-Martin a été approuvé le 10 février 2011 par arrêté préfectoral n°2011/009. Ce PPRN prend en compte les aléas :

- Cyclonique (submersion marine et effets directs de la houle)
- Inondation (pluviale et crue torrentielle)
- Mouvement de terrain
- Sismique (faille active)
- Liquéfaction des sols

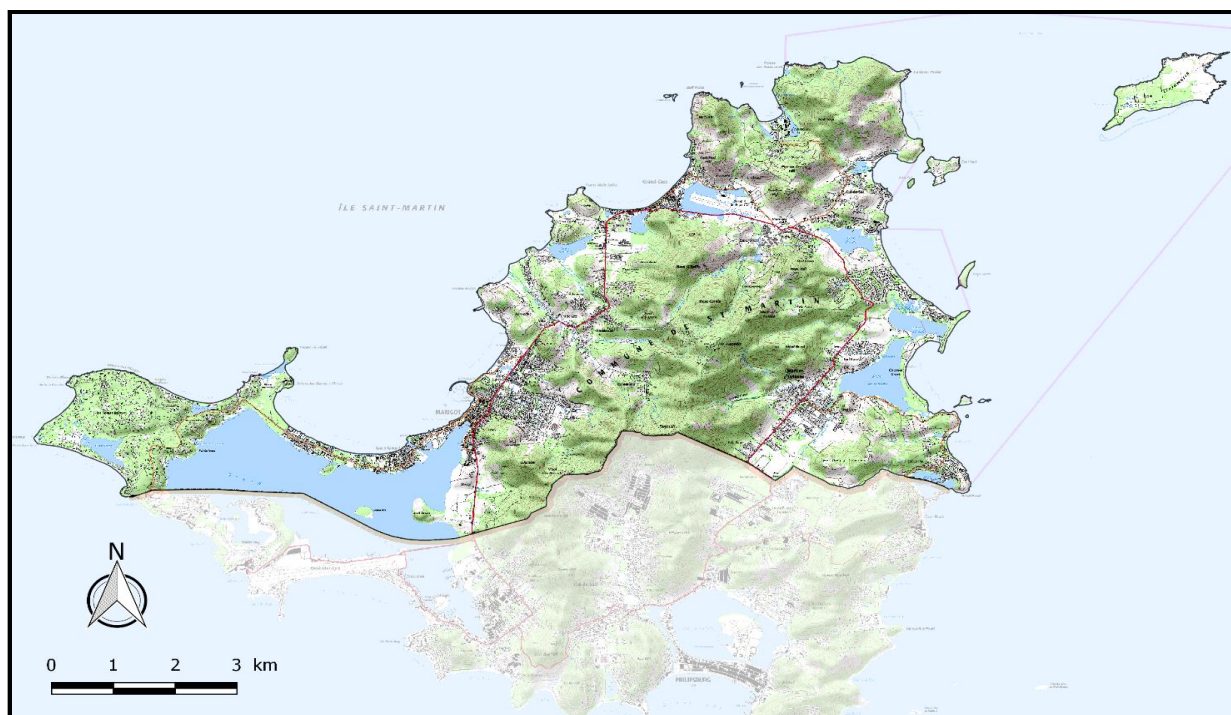
Les documents produits pourront être intégrés à la prochaine révision du PPRN. La transcription réglementaire à partir de la carte des aléas produite par le bureau d'études sera réalisée par le service instructeur (UT DEAL).

b) Périmètre de l'étude et réseau hydrographique

L'île de Saint-Martin est un territoire de 88 km² situé au Nord de l'arc Antillais et a la particularité d'être scindée en deux parties. Au Sud, Sint-Maarten, territoire autonome des Pays-Bas depuis 2010 et au Nord, Saint-Martin, une collectivité d'Outre-Mer (COM) française de **54 km²**.

La période pluvieuse de l'année dure 8,8 mois, du 7 avril au 31 décembre, avec une chute de pluie d'au moins 13 millimètres sur une période glissante de 31 jours. Le mois le plus pluvieux à Saint-Martin (Antilles françaises) est octobre, avec une chute de pluie moyenne de 61 millimètres.

La période sèche de l'année dure 3,2 mois, du 31 décembre au 7 avril. Le mois le moins pluvieux à Saint-Martin (Antilles françaises) est février, avec une chute de pluie moyenne de 5 millimètres.



Partie Française (Fond de carte : SCAN25 © IGN)

La toponymie locale fait que l'ensemble des cours d'eau de l'île sont appelés **ravines**.

A l'échelle du territoire (partie française), ces ravines ont fait l'objet d'un recensement et d'une évaluation par l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) en 2021. Le but de cette expertise était de caractériser les ravines, d'évaluer leur état, leur source, etc. et de déterminer si elles peuvent être définies comme cours d'eau. Actuellement, elles ne sont pas classées en tant que cours d'eau ce qui rend la gestion et la protection difficile à mettre en œuvre dans le cadre de la DCE.

Suite à cette expertise, les agents de l'OFB ont constaté que certaines de ces ravines correspondaient à la définition de cours d'eau :

- Présence et permanence d'un lit naturel à l'origine, de berges et d'un lit différencié ;
- Débit suffisant une majeure partie de l'année permettant le développement d'une faune et d'une flore caractéristique ;
- Présence d'une source identifiée (source, zone humide, affleurement, résurgence...).

Cette carte représente le réseau hydrographique sur le territoire français de l'île. Les données proviennent de la BD TOPO de mars 2024 produite par l'IGN, et d'un recensement réalisé par l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) en 2021.



Réseau hydrographique de Saint-Martin (DEAL UT SBSM, 2024. Source : IGN, 2024 et OFB, 2021)

L'OFB a caractérisé 12 ravines sur le territoire. D'autres bras apparaissent sur cette carte sans nom. Le linéaire total du réseau hydrographique représente environ 63 km. La totalité du réseau sera modélisé. Si d'autres ravines sont identifiées dans d'autres secteurs non mentionnés, elles

seront également modélisées. Il est important de noter le fait qu'une part importante de ces ravines ne bénéficie que d'un écoulement temporaire.

19.2 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de cette étude est assurée par **l'UT DEAL de Saint-Martin**. Le service risques, énergie, déchets assurera le suivi technique et administratif du marché en lien avec la DEAL Guadeloupe.

Article 20 Prestations attendues et modalités d'organisation de la mission

20.1 Confidentialité et droit de la propriété

Le bureau d'études est soumis au secret professionnel et à une obligation de confidentialité conformément aux dispositions de l'article 7.3.1 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur dispose du libre usage du résultat de la mission conformément aux dispositions de l'article 7.3.1 du présent CCP.

20.2 Composition et compétences de l'équipe du titulaire

Le titulaire mobilise au moins les compétences suivantes :

- un chef d'équipe qui coordonne, valide le travail réalisé et les documents produits par l'ensemble de l'équipe; il est l'interlocuteur de l'administration ;
- un spécialiste en vulnérabilité au risque inondation ;
- un spécialiste dans les domaines hydrologie et hydraulique ;
- un spécialiste en géomatique, cartographie et SIG ;
- un spécialiste en aménagement et urbanisme.

20.3 Description de la mission et livrables

a) Connaissance du secteur d'études

L'objectif de cette phase est de s'approprier le secteur d'études. Il s'agira de prendre connaissance des documents mis à disposition par l'UT DEAL, complétés éventuellement par des documents collectés auprès des acteurs locaux, de caractériser le contexte topographique et hydrographique et d'établir une première analyse qualitative actualisée du fonctionnement hydraulique du secteur d'études. Ces éléments permettront de mieux orienter la phase d'analyse quantitative basée sur les modélisations hydrauliques.

À l'issue de cette phase, le bureau d'études devra être en mesure de décrire les bassins versants, la topographie, les principaux éléments structurants, le fonctionnement en crue et les zones

affectées par le ruissellement et les phénomènes de submersion marines. Ces éléments seront traduits dans un schéma synoptique clair et détaillé.

b) Etude de terrain et rencontre avec les acteurs locaux

Le bureau d'études devra proposer et justifier un nombre de jours optimal sur site qui sera chiffré dans la phase terrain.

• Diagnostic des ouvrages hydrauliques

Il sera crucial de répertorier et de diagnostiquer l'état des ouvrages hydrauliques tels que les barrages, les ponts, les canaux, etc., afin de comprendre leurs influences sur les écoulements d'eau. Des analyses et évaluations seront menées sur les constructions pour étudier leurs impacts sur les flux d'eau.

Dans le cadre du PPRN 2011, des expertises de terrain ont été conduites sur ces ouvrages, notamment les canaux, pour évaluer leur état et leur impact sur les flux d'eau. Il sera primordial d'utiliser ces données afin d'avoir des éléments de comparaison.

Pour les ravines sur lesquelles existent des ouvrages réglementés au titre du code de l'environnement (barrage ou digue classée, bassin pluvial, aménagement hydraulique, système d'endiguement, ...), le bureau d'études s'assurera de la cohérence de son approche et de ses méthodes avec les résultats connus pour ces ouvrages réglementés en lien avec la Collectivité de Saint-Martin.

• Rencontres avec les acteurs locaux

Les rencontres avec les acteurs locaux seront prévues lors de la phase terrain mais sont chiffrées à l'unité. Les candidats détailleront dans leur offre le nombre minimum de jours de terrain qu'ils s'engagent à assurer pour cet élément de mission. Le bureau d'études devra notamment :

- Prendre connaissance des documents remis ;
- Rencontrer les acteurs locaux et notamment la Collectivité de Saint-Martin, l'EEASM, la SEMSAMAR, les particuliers, le BRGM, etc., et collecter leurs données et informations ;
- Effectuer une enquête et une reconnaissance de terrain approfondies ;
- Recenser les éléments du réseau hydrographique présentant un intérêt pour le fonctionnement du secteur d'études (à minima les 12 ravines identifiées) ;
- Recueillir des informations sur les zones affectées par du ruissellement pluvial ;
- Recueillir des informations concernant la stratégie en matière de gestion des eaux pluviales (schéma directeur des eaux pluviales en cours de rédaction) ;
- Prendre connaissance des zones affectées par les aléas marins (submersion, érosion, action dynamique des vagues) ;
- Mesurer la qualité des ouvrages hydrauliques existants et faire un descriptif des éventuelles conséquences de leur défaillance en cas de crue remarquable ;
- Mettre en relation les études en cours réalisées par la Collectivité de Saint-Martin (étangs de Grand Case, ouvrages hydrauliques etc.) pour anticiper les besoins futurs ;

- Analyser ces compléments de connaissance ;
- Établir une description des bassins versants du secteur d'études ;
- Mettre en avant les zones d'érosion ;
- Dresser un bilan du fonctionnement en crue, sous ruissellement et en cas de tempête.

Les méthodes employées, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus pour chacune des actions listées ci-dessus seront présentées et détaillées dans le rapport de présentation.

Il s'agira, au-delà des informations à rechercher évoquées plus haut, d'établir et de partager la connaissance du risque avec les différents acteurs. Dans un premier temps, une évaluation de l'état et la nature des ressources de connaissance existantes en matière de risque (études, compétences, expériences, mémoire, etc.) sera réalisée. Dans un second temps, les compléments utiles seront envisagés.

Pour ce faire, les questions ci-après pourront être posées par le bureau d'études aux acteurs locaux. Ces questions n'ont toutefois pas valeur d'exhaustivité. Cette liste pourra donc être éventuellement amendée ou complétée par le bureau d'études :

➤ **Que sait-on à propos de ce risque sur le territoire ?**

1. le fonctionnement des ravines ;
2. les points de contrôle hydraulique connus ;
3. les ouvrages ou dispositifs de protection contre les inondations et contre la mer ;
4. l'historique des aménagements des ravines et du littoral ;
5. les axes de ruissellement pluvial, les zones de coulées de boue ou d'érosion identifiés ;
6. les zones de dysfonctionnement du réseau pluvial existant ou les zones identifiées comme problématique lors des épisodes pluvieux ;
7. les zones de submersions marines ;
8. les niveaux d'érosion ;
9. les événements connus et leur déroulement, les repères de crue existants ;
10. les dégâts recensés (matériels et humains) ;
11. les arrêtés de catastrophes naturelles (CATNAT) ;
12. les effets sur le territoire, les acteurs locaux, la Collectivités et la population ;
13. les sites et les enjeux exposés ;
14. les diverses questions jugées importantes.

➤ **Quelles évolutions prévisibles du territoire ont eu ou pourraient avoir une influence sur le risque ?**

1. projets de développement urbain ;
2. projets d'aménagement ;
3. travaux d'aménagement des cours d'eau et de protection contre les inondations ;
4. modifications de l'occupation des sols ;
5. évolution des activités.

Un entretien avec le BRGM sera réalisé afin de pouvoir échanger différentes données/informations. En effet le BRGM et l'UT DEAL travaillent en collaboration sur la mise à jour

de l'aléa submersion marine et l'aléa mouvement de terrain via une convention de recherche et développement. Les études sont en cours et les livrables sont attendus au cours de l'année 2024.

Un compte rendu synthétique des visites de terrain et un compte rendu spécifique pour chaque entretien mené sur le secteur d'études seront produits.

a) Topographie

Les informations topographiques seront mises à disposition du bureau d'études retenu. De nouveaux outils mobilisables seront utilisés tels que la base de données topographiques et bathymétriques sous format Litto3D®, en ligne depuis 2019 (Shom-IGN, 2019. http://dx.doi.org/10.17183/L3D_SAINT_MARTIN_2019). Il appartient au bureau d'études, en fonction de ses besoins, de vérifier la disponibilité et les modalités de mise à disposition des documents auprès de ceux qui les détiennent et/ou des maîtres d'ouvrage.

Le secteur d'étude est couvert par plusieurs types de levés topographiques :

Données utilisées pour le PPRN 2011 :

- Modèle Numérique de Terrain (MNT) de l'IGN (2008) ;
- levés topographiques spécifiques dressés par le cabinet de géomètres OPSIA (2008) ;
- levés topographiques obtenu par photo-restitution du bassin versant de la ravine de Concordia et du quartier de Colombier sur la Collectivité territoriale de Saint Martin, recueilli à partir d'une étude en possession de la subdivision de la DDE de Saint Martin ;
- levés bathymétriques de la baie de la Potence et de la baie de Marigot associé à un levé terrestre du front de mer, recueilli auprès de la SEMSAMAR ;
- différents levés terrestres du Quartier d'Orléans, recueillis auprès de la SEMSAMAR.

Données récentes mobilisables :

- Litto3D publié en 2019 pour la partie française de Saint-Martin ;
- RGE ALTI (MNT) produit en 2019 par l'IGN, levés obtenus par LIDAR aéroporté ou par corrélation d'images aériennes, à l'échelle de la partie française de Saint-Martin. Il vise la constitution d'un modèle numérique de terrain (MNT) au pas de 1 mètre sur la France entière, contrairement au MNT utilisé pour la carte de 2011, qui avait une précision de 25 mètres.

Les besoins en topographie terrestre (profils en travers, profils en long, ouvrages, semis de points, etc.) devront répondre pleinement aux objectifs de l'étude et aux besoins spécifiques du modèle hydraulique qui sera mis en œuvre pour les phases suivantes de l'étude.

Si des travaux complémentaires sont nécessaires, ils permettront de compléter ou actualiser la description :

- des éléments ponctuels linéiques ou surfaciques, structurant les vallées et pouvant contrôler les écoulements en crue (digues, ouvrages de franchissement ou de décharge, levées des crêtes de remblais, particularités topographiques, tout autre obstacle linéaire à l'écoulement des eaux, etc.) ;

- des ouvrages hydrauliques existants et jouant un rôle dans le fonctionnement hydraulique du secteur. La répartition de profils en travers devra permettre une qualification précise de l'aléa et respectera au minimum les seuils ci-après :

- en secteur à enjeu urbain ou de propagation potentielle des débordements : distance inter-profils comprise entre 50 et 100 mètres ;
- en secteur endigué et non urbain mais où la présence d'habitations potentiellement affectées par des débordements est relevée : distance inter-profils comprise entre 100 et 200 mètre ;
- en secteur non urbain : distance maximale inter-profils de 200 mètres.

Sauf exception, les profils seront levés dès lors que la superficie du bassin versant de la ravine étudiée est supérieure à 1 km². Ces seuils pourront être adaptés en fonction des ouvrages recensés lors de la phase terrain.

b) Construction et calage du modèle hydraulique

Les modèles hydrauliques mis en œuvre par le prestataire devront permettre de représenter correctement le fonctionnement hydraulique du secteur d'études en identifiant notamment les zones d'écoulement, les zones de fort écoulement et les zones de stockage. Les résultats attendus sont des données de hauteurs (h), de dynamique (D) à différents pas de temps. Le modèle devra permettre de simuler les scénarios de rupture des ouvrages identifiés sur le territoire. Les données de hauteur et de vitesse devront pouvoir être cartographiées avec une précision suffisante afin de permettre une analyse de l'aléa à la parcelle.

La présente étude modélisera les débordements de l'ensemble des ravines identifiées par l'étude de l'OFB, à savoir les 12 ravines recensées sur le territoire français de Saint-Martin (Cf. partie 19.1.b.)

Il est demandé au bureau d'études de définir dans sa proposition, pour chaque modélisation demandée concernant les 12 ravines identifiées (a minima), le type de modèle proposé et les raisons de ce choix. Le choix du modèle est donc à la charge du bureau d'études, cependant, il devra utiliser un modèle libre de droits.

Les données utilisées pour les modélisations et les expertises devront bien refléter l'état actuel des bassins versants.

Cette phase de travail doit permettre d'aboutir à la description, la qualification et à la cartographie des aléas inondation par débordement de cours d'eau sur le secteur d'étude. Pour atteindre ces objectifs, les phases suivantes d'analyse seront nécessaires :

- construction et description d'un modèle géographique de terrain (MGT) ;
- construction et description d'un modèle numérique de terrain (MNT) ;
- construction et calage du ou des modèle(s) hydraulique(s) ;
- modélisation d'un aléa inondation pour différentes occurrences et différents scénarios ;
- production des cartographies associées.

Les modélisations des écoulements à surface libre demandées, ont principalement pour objectifs de :

- Simuler les zones d'écoulements préférentiels ;
- Définir la capacité d'évacuation maximale des zones inondées (fréquence de débordement) ;
- Définir en l'état actuel, l'extension des zones inondables, c'est-à-dire de déterminer la hauteur, la vitesse d'écoulement et les extensions de zones inondables ;
- Diagnostiquer les ouvrages hydrauliques existants et prendre en compte leurs conséquences sur les zones d'écoulement ;
- Proposer des aménagements permettant de réduire les aléas.

Dans la mesure où ils sont susceptibles de modifier les zones inondables ou les aléas, les différents débits d'apports d'eaux pluviales seront estimés et leur localisations précises. Les zones inondées par remontées de niveau des ravines via les collecteurs devront être précisées.

Pour cela le bureau d'études proposera de réaliser une modélisation de la crue centennale avec une réduction de 50 % de la section utile de l'ouvrage.

Ainsi pour chaque bassin versant, il sera procédé à une modélisation :

- de la crue décennale avec un niveau aval normal (niveau de la mer à 0 m),
- de la crue cinquantennale,
- de la crue centennale avec un niveau aval haut (niveau de la mer à + 1 m),
- de la crue centennale avec un niveau aval haut (niveau de la mer à + 1 m) et prise en compte des ouvrages,
- de la crue maximale observée (cumulation d'aléas du cyclones LENNY en 1999 avec la référence pluie, le cyclone IRMA en 2017 avec le référentiel submersion, augmentation du niveau de la mer – données en cours d'études avec le BRGM).

Les données de hauteur et de vitesse devront pouvoir être cartographiées avec une précision suffisante afin de permettre une analyse de l'aléa à la parcelle. Les modèles hydrauliques devront permettre d'injecter les apports des ravines et étangs de l'île.

Les hypothèses de combinaison d'aléas et les conditions aux limites seront examinées contradictoirement entre le bureau d'études et l'UT DEAL avant toute modélisation. **Le niveau marin et le niveau des étangs seront à prendre en compte comme condition limite aval.**

Pour chaque typologie, le bureau d'études proposera une prise en compte des éléments (extrusion complète, porosité, rugosité, ...) et détaillera sa méthodologie, les résultats attendus et les représentations graphiques. Le coefficient de rugosité sera également adapté aux conditions d'écoulement entourant les zones de bâtis. Le bureau d'études détaillera la méthodologie et les

paramètres de calage (rugosité, coefficients de seuils et d'orifices) et il explicitera les écarts aux valeurs usuelles. Pour les paramètres qui ne pourront être calés précisément, une analyse de sensibilité de ces paramètres sera conduite de façon à évaluer leur influence sur les résultats.

La validation de l'UT DEAL se fera sur la base des documents minutes correspondant au rendu prévu pour les scénarios modélisés.

Les résultats des modélisations devront permettre d'identifier les zones de production, les zones d'écoulement et les zones de stockage. Les secteurs peu ou pas urbanisés où l'aléa peut entraîner le stockage d'importants volumes d'eau, devront être clairement identifiés et distingués des zones d'écoulement. Seront repérés les champs d'expansions actuels et ceux qui ne sont plus fonctionnels du fait de l'endiguement ou de tout autre aménagement. Ils seront complétés par un argumentaire détaillé précisant leur domaine de validité en fonction des différentes incertitudes rencontrées et une critique des résultats obtenus.

Description des simulations : Pour chaque famille de simulation, le bureau d'études précisera, dans le cadre d'une note d'analyse illustrée des simulations, la précision des calculs, les volumes débordés, écoulés et accumulés, les hauteurs d'eau, les vitesses, les zones et les débits de premier débordement, la durée de submersion, etc.

Pour chaque simulation d'un scénario de rupture, il décrira les principales différences avec le scénario de base.

c) Qualification des niveaux de l'aléa : scénario de référence

L'aléa de référence est déterminé à partir de l'événement le plus important connu et documenté ou d'un événement théorique de fréquence centennale, si ce dernier est plus important, combiné avec des scénarios de défaillance sur le système d'endiguement. Ceci vise à assurer au mieux la protection des personnes et des biens dans la durée, mais aussi l'information de chacun sur l'exposition de son habitation ou de son activité à un risque d'inondation.

Le bureau d'études devra se référer au décret du 5 juillet 2019 en annexe 3 « *relatif à la détermination, qualification et représentation cartographique de l'aléa de référence et de l'aléa à échéance 100 ans s'agissant de la submersion marine, dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des plans de prévention des risques concernant les aléas débordement de cours d'eau et submersion marine* » ainsi qu'à l'addenda en annexe 4 du CCP.

Dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des plans de prévention des risques concernant les « aléas inondation », les modalités de qualification des niveaux de l'aléa de référence sont synthétisées dans le tableau de l'addenda ci-dessous :

<p>Arrêté du 5 juillet 2019 Art. 2.</p>	<p>« La dynamique liée à la combinaison de la vitesse d'écoulement de l'eau et de la vitesse de montée des eaux prévue à l'article R. 562-11-4 du Code de l'environnement est qualifiée suivant au moins deux classes : « lente » et « rapide ». Une classe intermédiaire « moyenne » peut être ajoutée si nécessaire.</p> <p>Les modalités de qualification des niveaux de l'aléa de référence sont synthétisées dans le tableau suivant :</p>			
	Dynamique	Dynamique	Dynamique	Dynamique
	Hauteur	lente	moyenne	rapide
	H < 0,5 mètre	Faible	Modéré	Fort
	0,5 < H < 1 mètre	Modéré	Modéré	Fort
	1 < H < 2 mètres	Fort	Fort	Très fort
	H > 2 mètres	Très fort	Très fort	Très fort
	<p>Toutefois, dans le cas d'une hauteur inférieure à 0,5 mètre et d'une dynamique rapide, le niveau de l'aléa de référence peut, pour des hauteurs extrêmement faibles, être qualifié de modéré. »</p>			

Extrait de l'arrêté du 5 juillet 2019 de l'addenda de mars 2021

Ces éléments seront remis sous la forme d'un rendu papier et de fichiers au format modifiable et .pdf.

Pour les secteurs modélisés en 2D, les limites et la structure des modèles hydrauliques mis en œuvre seront représentés sur une cartographie au 1/10 000ème du réseau hydrographique sur un fond de plan IGN SCAN 25. Le cas échéant, le bureau d'études établira un calepinage assurant la lisibilité des cartes produites.

Pour tous les scénarios incluant la crue de référence, le bureau d'études établira les cartes suivantes :

- une carte des hauteurs d'eau (H) établie en croisant les résultats issus des simulations et le modèle numérique de terrain. Les hauteurs d'eau seront représentées par tranche d'après le tableau ci-dessus.
- une carte de la dynamique (D).

Les éléments suivants peuvent être utilisés pour définir la dynamique :

S'agissant de la vitesse d'écoulement de l'eau, les ordres de grandeur suivants peuvent être utilisés :

- $V < 0,2$ m/s vitesse d'écoulement lente ; $0,2 \text{ m/s} < V < 0,5$ m/s vitesse d'écoulement moyenne ;
- $V > 0,5$ m/s vitesse d'écoulement rapide.

S'agissant de la vitesse de montée des eaux, lorsqu'elle est rapide, elle vient majorer le niveau de la dynamique. En revanche, des seuils ne peuvent être définis à l'échelle nationale compte tenu de la diversité des réalités rencontrées sur le territoire français.

Il pourra être discuté avec le bureau d'études d'une hauteur de référence (0,25 mètres plutôt que de 0,5 mètres) lorsque la dynamique est rapide afin de qualifier le niveau de l'aléa de référence comme modéré.

Voir l'addenda en **annexe 4**.

Le bureau d'études proposera à la validation à l'UT DEAL un filtrage des points vitesse afin d'assurer la lisibilité des documents produits. Ces cartes seront établies pour l'ensemble du secteur d'études au 1/10 000ème sur un fond de plan IGN SCAN 25 pour le scénario de base et le scénario d'effacement complet.

Ces cartes seront utilisées pour la détermination du scénario de référence PPRI et pourront aussi être utilisées dans le cadre de la concertation avec les acteurs locaux concernés.

Pour tous les autres scénarios modélisés, le bureau d'études devra produire :

- une carte des hauteurs d'eau et une carte des vitesses établies pour l'ensemble du secteur d'études au 1/10000ème sur un fond de plan IGN SCAN 25 ;
- une carte de synthèse représentant les enveloppes des zones inondables successives, établie pour l'ensemble du secteur d'études au 1/10 000ème sur un fond de plan IGN SCAN 25. Le cas échéant, le bureau d'études établira un calepinage assurant la lisibilité des cartes produites.

d) Livrables

Le bureau d'études produira un rapport décrivant l'analyse générale du fonctionnement de l'île et détaillant la méthodologie appliquée pour la détermination de l'aléa inondation. Ce rapport sera illustré, en tant que de besoin, par de la cartographie. Il comprendra notamment la référence de toutes les données et éléments de bibliographie utilisés.

Résumé non technique : les éléments produits sont destinés à alimenter la concertation avec les collectivités locales concernées et la population. Le rapport sera complété par un résumé non technique synthétisant les informations essentielles afin d'explicitier la méthode et les résultats à un public de non-spécialistes.

Toutes les données produites par le bureau d'études seront transmises à l'UT DEAL.

Le format de l'ensemble des cartes grands formats pourra être déterminé en fonction des besoins (A1 ou A0) et seront imprimées en trois exemplaires.

L'ensemble du rapport d'étude et des fichiers nécessaires à l'étude sera transmis sur via un disque dur externe ou en ligne directement, avec :

- Les fichiers tableurs format Excel ;
- L'ensemble des fichiers du rapport et de ses illustrations (cartes) avec un export en PDF ;
- Les données topographiques en format dgn/dwg ;
- Les fichiers des modélisations compatibles avec HEC RAS / Mike ;
- Les cartographies et projets QGIS finaux en format shapefile.WGS 84 / UTM zone 20N

Les fichiers SIG, format shapefile, doivent comporter chacun une table attributaire renseignée de manière explicite (pour les modélisations les aléas doivent y être déclinés selon des critères de hauteur d'eau et/ou de dynamique d'écoulement). Une liste explicative des fichiers transmis sera jointe afin d'apporter les éléments nécessaires à leur compréhension.

La ou les cartes d'aléas ne seront pas une simple cartographie des résultats des modélisations. Elles devront avoir été purgées de toutes les incohérences ou artefacts de zonage pouvant être dues à une retranscription des résultats du modèle et de la topographie. Il est en particulier demandé de faire un travail de « lissage » de la

cartographie, afin d'éliminer les micro-polygones, les superpositions, les trous, vérifier les erreurs de topologie et avoir une table attributaire bien remplie. Une cartographie avant et après lissage devra être fournie en format SIG. Une note argumentaire sur la base d'une analyse en format papier est demandée, elle devra tenir compte de ce travail de « lissage ».

Les tâches attendues sont :

Unité d'œuvre	Tâches attendues
UO.1	Réunion de lancement (modalités opérationnelles d'exécution du marché et modalités techniques) – possibilité en visio
UO. 2	Comité technique (présentiel)
UO. 3	Comité technique (visio)
UO. 4	Comité de pilotage en présentiel
UO. 5	Synthèse bibliographique (PPRN 2011 et 2021, rapports et données existantes mobilisables)
UO. 6	Phase de terrain (état des lieux des ravines, expertises, mesures, répertoire et diagnostiquer l'état des ouvrages hydrauliques)
UO. 7	Entretien avec un acteur local et compte-rendu des échanges
UO. 8	Analyse hydrologique et hydro-géomorphologique
UO. 9	Une journée de travail supplémentaire
UO. 10	Modélisation
UO. 11	Evaluation du niveau de l'aléa (très fort, fort, moyen, faible)
UO. 12	Analyse de la typologie du bâti et intégration dans la modélisation

UO. 13	Livrables (cartes, rapports papiers et fichiers dématérialisés)
UO. 14	Mise en cohérence avec les projets d'aménagement de la Collectivité de Saint-Martin (projections/perspectives)
UO. 15	Réunion de restitution en présentiel

Unité d'œuvre	Livrable(s) optionnel(s)
UO.16	Actualisation des données topographiques : levés topographiques terrestres pour les besoins de l'étude.

20.4 Pilotage et calendrier du projet

a) Pilotage du projet et comitologie

Dans son offre méthodologique et lors de la réunion de lancement, le titulaire et l'administration s'accorde sur la comitologie au regard des acteurs en présence.

Des réunions seront programmées avec l'UT DEAL SBSM pour lesquelles le titulaire sera tenu d'assister avec a minima :

- ❖ Une réunion de lancement de l'étude ;
- ❖ Deux comités de pilotage à définir (exemple après phase terrain et après modélisation) ;
- ❖ Trois comités techniques ;
- ❖ Une réunion de présentation finale.

Pour chacune, un compte-rendu de réunion sera produit par le titulaire et transmis au service de l'UT DEAL SBSM qui se chargera de faire le lien avec le Préfet.

b) Calendrier de la mission

Un planning de la mission sera établi par le bureau d'études, prévoyant la remise des livrables au plus tard dans les **12 mois** suivant le démarrage de la mission.

c) Moyens et documents mis à disposition

- Plan de prévention des risques déjà existant (2011 et 2021).

L'ensemble de ces documents (note de présentation, règlement, cartes des zonages réglementaires) est consultable en ligne sur le site de la préfecture de l'UT DEAL SBSM et sur demande à l'UT DEAL SBSM :

- La carte aléa inondation issue du PPRN 2011 (en format shapefile et format papier)
- Etude mouvement de terrain du BRGM (étude en cours) ;
- Etude de submersion marine du BRGM (étude en cours) ;
- OFB, 2021. État des lieux des ravines et identification des cours d'eau de Saint-Martin (rapport et cartes).
- Données relatives au schéma directeur des eaux pluviales de la Collectivité de Saint-Martin (étude en cours) ;
- Toutes données disponibles à l'UT DEAL et utiles à la demande du bureau d'études (tronçon hydrographique en couche SIG).